



HAL
open science

Enfin la soutenabilité forte ? Économie hétérodoxe et monde post-Covid 19

Bruno Boidin

► **To cite this version:**

Bruno Boidin. Enfin la soutenabilité forte ? Économie hétérodoxe et monde post-Covid 19. Développement durable et territoires, 2020, Développement durable et territoires, 11 (2), 10.4000/developpementdurable.17572 . hal-04431248

HAL Id: hal-04431248

<https://hal.univ-lille.fr/hal-04431248v1>

Submitted on 1 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 11, n°2 | Juillet 2020

En temps de crise, prendre le temps

Enfin la soutenabilité forte ? Économie hétérodoxe et monde post-Covid 19

Bruno Boidin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/17572>

DOI : [10.4000/developpementdurable.17572](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17572)

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Bruno Boidin, « Enfin la soutenabilité forte ? Économie hétérodoxe et monde post-Covid 19 », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 11, n°2 | Juillet 2020, mis en ligne le 24 juillet 2020, consulté le 26 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/17572> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17572>

Ce document a été généré automatiquement le 26 juillet 2020.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Enfin la soutenabilité forte ? Économie hétérodoxe et monde post-Covid 19

Bruno Boidin

- 1 **Les économistes hétérodoxes occupent une place importante dans les débats sur la crise sanitaire mondiale de l'année 2020. Une question cruciale posée par cette crise est de savoir quel modèle de développement nous voulons. La distinction entre la durabilité faible associée à l'économie standard et la durabilité forte inscrite dans la vision hétérodoxe apporte des éléments de réflexion sur les futurs possibles.**
- 2 La crise sanitaire mondiale engendrée par le SARS-CoV-2, à l'origine de l'affection Covid-19, a d'ores-et-déjà fait l'objet d'une multitude d'articles et de points de vue émanant de la communauté scientifique. La place des économistes et, plus largement, des chercheurs en sciences humaines et sociales est particulière dans cette profusion d'écrits car elle est, comme sur beaucoup d'autres sujets, révélatrice d'une grande diversité d'interprétations de la crise actuelle et des perspectives qui en découlent. En effet, la science économique, comme d'aucuns aiment à la qualifier pour en souligner l'unicité, est en réalité hétérogène. L'économie est une science molle, soumise à des hypothèses contradictoires, traversée par des controverses et des clivages.
- 3 L'une de ces controverses est particulièrement exacerbée par la crise sanitaire qui touche l'humanité en 2020 : quel modèle de développement voulons-nous ? Et plus radicalement encore, voulons-nous d'un modèle de développement ? Des questions qui n'ont jamais disparu des recherches sur le développement des nations et des territoires, tant il est vrai que cette notion de développement demeure une invention occidentale (Rist, 1996) et questionne par son caractère normatif.
- 4 Explorons ces questions au regard de la situation inédite engendrée par la crise sanitaire vécue par le monde en 2020 à partir de la pandémie du Covid-19.
- 5 Tout d'abord, un constat : la pandémie et ses conséquences sur nos modes de vie ont profondément libéré la parole des penseurs critiques sur le capitalisme mondialisé et

en particulier des économistes hétérodoxes. Ces derniers ont considéré cette crise comme une mise en évidence des failles profondes inhérentes à une économie essentiellement fondée sur le référentiel du marché. À cet égard, la position intrinsèquement critique des économistes hétérodoxes sur le capitalisme financiarisé et sur la dérégulation des économies engagée depuis les années 1980 (voir par exemple Rocca 2020) trouve un point de jonction avec les travaux des chercheurs d'autres disciplines : sociologie et philosophie (Latour, 2020, Rosa, 2020), anthropologie (Kalaora, 2020), science politique (Callon et Lascoumes, 2020), histoire (Hartog, 2020), pour ne citer que ces quelques exemples de points de vue. Le message est commun : fragilité du capitalisme mondialisé et libéral, nécessité d'un ralentissement du rythme des activités humaines (économiques et non économiques), d'une consommation recentrée autour des besoins fondamentaux, d'une relocalisation d'une partie de la production.

- 6 Or ce message est profondément convergent avec les débats qui traversent depuis plus de trente ans l'économie du développement durable et, plus largement, la recherche sur le développement durable conduite dans plusieurs disciplines. En effet, alors que l'expression « développement durable », diffusée à partir du Rapport Brundtland (commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1987), n'a jamais été autant éparpillée autour de visions hétérogènes, la crise sanitaire Covid-19 de 2020 repose au centre des débats la question du modèle de développement que nous voulons. Et le concept de développement durable, bien que controversé et n'épuisant nullement à lui seul les débats sur le développement, cristallise par excellence cette question, comme je vais le développer à travers deux points : d'une part, si l'on veut mettre des mots sur la crise sanitaire 2020, il faut bien prendre position entre une vision radicale des transformations nécessaires (la soutenabilité forte, ou pour certains mouvements encore plus radicaux, la décroissance) et une vision qui réformerait à la marge le système capitaliste (la soutenabilité faible). D'autre part, si l'on s'oblige à penser un futur qui sera traversé par d'autres crises (sanitaires, environnementales, économiques, sociales...), il est nécessaire d'envisager les leviers par lesquels pourrait passer une adaptation (ou une bifurcation radicale) de nos économies face à ces événements.

1. Mettre des mots sur la crise actuelle : une crise de soutenabilité faible ou de soutenabilité forte ?

- 7 Même si la distinction entre durabilité faible et durabilité forte (j'utilise indifféremment les mots « soutenabilité » et « durabilité ») est pour le moins imparfaite et contestable, comme cela a été mis en évidence dans un numéro spécial de cette revue (cf. Lejeune et Guimont, 2019), il me semble qu'elle demeure largement opératoire pour distinguer deux grands modes de pensée du développement. D'un côté, la durabilité faible s'inscrit dans le sillage de l'économie orthodoxe qui inspire amplement les politiques conventionnelles dominantes depuis les années 1980 : l'expression « durabilité faible » évoque en effet l'idée d'une faible spécificité de l'environnement (biens naturels, paysages, climat...), et même du social (santé des populations, épanouissement des personnes, éducation, culture...) par rapport à d'autres biens ou segments de la production humaine. En conséquence, le modèle de l'économie associé à cette vision demeure essentiellement axé sur une correction plus ou moins forte des

effets négatifs de la croissance sur l'environnement : recherche d'une « croissance verte », stimulation de la concurrence pour les technologies à moindre impact environnemental et supposées créer des emplois, « business as usual » voire même économie circulaire dans sa version libérale où les investisseurs ne se lancent dans un projet économique que si son coût-bénéfice est rapidement avantageux (Figuière, Boidin, Diemer, 2018). Contre cette approche, la soutenabilité forte considère que la substituabilité des biens environnementaux (et par extension sociaux) avec d'autres est faible : ils sont uniques et foncièrement différents des biens marchands. Ils sont peu monétarisables voire incommensurables car leur apport à la société est avant tout lié à un usage non consumériste. En conséquence, un appel au changement radical de système économique est associé à cette approche de soutenabilité forte puisqu'elle prend ses distances avec la valorisation marchande (de la terre, de la santé, des connaissances...) qui a de plus en plus dominé l'économie à travers le monde.

- 8 Même si des débats subsistent chez les économistes hétérodoxes sur le sens à donner à la soutenabilité forte et sur sa pertinence comme critère d'identification de l'économie hétérodoxe (ces débats ont été abordés dans la revue *Développement durable et territoires*, cf. Boisvert, Carnoye, Petitimberty, 2019), il me semble que la soutenabilité forte reste un référentiel foncièrement hétérodoxe. En effet, elle permet d'imaginer un monde dans lequel la sphère économique, inventée par l'espèce humaine donc finalement héritière de ses limites, serait ré-encastrée dans la temporalité de la nature (et dans celle du corps humain et de son rythme naturel) et lui serait soumise. Or, la crise sanitaire 2020 n'est pas exogène à l'économie : elle illustre au contraire une relation directe entre les activités économiques humaines et les dérèglements de la nature. Elle pose donc la question des limites de l'intelligence humaine (individuelle ou collective) pour comprendre les conséquences des activités humaines à long terme. Car de nombreux coronavirus (dont le Covid-19 n'est qu'une forme parmi d'autres) ne sont pas que le résultat d'un choc imprévisible, de la malchance ou de la maladresse humaine dans les expérimentations scientifiques (l'une des hypothèses récurrentes autour de l'apparition de plusieurs virus jusqu'alors inconnus). Ils peuvent également être transmis à l'humanité par la conjonction de deux ambitions humaines : d'une part, le développement de l'élevage d'animaux destinés à l'alimentation, d'autre part, les prédations sur la nature telles que par exemple la déforestation visant à libérer des terres pour les élevages ou l'exploitation agricole ; cette déforestation engendrant à son tour une migration des espèces animales sauvages porteuses du virus vers les zones habitées par les animaux d'élevage et l'espèce humaine. La transmission résulte donc à la fois d'une réaction de repli des espèces menacées à travers la migration qui les rapproche des animaux transmetteurs à l'espèce humaine et d'une mondialisation accélérée des denrées alimentaires (animales et végétales) qui, en se standardisant, réduisent à la fois la biodiversité et la résistance aux virus.
- 9 En somme, la soutenabilité forte appelle, contrairement à la soutenabilité faible, à une rupture radicale avec le système économique dominant. Elle repose en effet sur l'impossibilité d'une manipulation de la nature sans conséquences en chaîne sur les écosystèmes et leurs dégâts collatéraux sur les économies et les sociétés. À cet égard elle s'inscrit pleinement dans l'économie hétérodoxe.

2. Identifier les leviers d'une société soutenable

- 10 La littérature économique hétérodoxe a accumulé une riche tradition critique sur le capitalisme. Ainsi, pour ne citer que ce courant de pensée, l'école française de la régulation fournit une grille d'analyse de l'histoire du capitalisme comme une succession de crises et de changements de modes de régulation et de régimes d'accumulation. Ces travaux me semblent bien éclairer la situation actuelle : le régime capitaliste financiarisé domine les économies avec souvent l'appui ou la passivité des élites politiques au pouvoir, adossées à des élites financières et économiques dont l'intérêt est de soutenir ce régime. Les rentes de situation (brevets, défiscalisation, ententes entre groupes, lobbying pour la baisse du coût du travail ou des investissements publics sociaux...) ont considérablement transformé les économies en augmentant le patrimoine des globalisateurs, « ceux qui depuis le mitan du XX^e siècle ont inventé l'idée de s'affranchir des contraintes planétaires » (Latour, 2020). Amable et Palombarini (2009) ont analysé la façon dont le changement social ne se produit que lorsque certains groupes y trouvent un intérêt et sont suffisamment dominants pour que le nouvel équilibre leur convienne. L'équilibre politique n'est alors pas une situation satisfaisante pour tous, ni même une garantie d'intérêt général sous l'impulsion de l'État, elle est simplement un équilibre stable où les minorités sont ordinairement tenues à l'écart des décisions par de la violence symbolique, économique-financière voire militaire. Les leaders politiques sélectionnent parmi les différentes demandes sociales celles qui seront satisfaites et celles qui ne le seront pas.

2.1. Les pouvoirs publics n'ont pas favorisé une société soutenable

- 11 Or les trente dernières années me semblent illustrer le choix des pouvoirs publics occidentaux de n'avoir pas pris en compte les demandes sociales tournées vers la solidarité entre vivants (la démondialisation des produits n'est pas une remise en cause de la rencontre entre peuples comme principe de vie), la relocalisation de la production, la recherche d'une société recentrée vers les besoins (un environnement sain, un rythme calé sur celui du temps long et de la lenteur plutôt que sur l'immédiateté et la vitesse, une préoccupation croissante de retrouver le contrôle de nos actes les plus élémentaires : respirer, regarder, manger, se déplacer, travailler, se reposer...). En fin de compte, les globalisateurs cherchant à mondialiser les échanges de produits et les flux financiers pour en tirer une rente ont vu leur demande sociale satisfaite, à l'inverse des tenants d'un ré-encastrement de l'économie dans le social et dans l'environnement naturel. Pour étayer cette idée, je reprends en les actualisant les réflexions que j'avais conduites avec Sandrine Rousseau (Boidin, Rousseau, 2011).
- 12 À l'époque, nous essayions de définir les conditions d'une transition vers un capitalisme soutenable. Le choix d'envisager un futur inscrit dans la continuité du capitalisme ne venait pas d'une attirance ni même d'une sympathie particulière pour ce régime économique. Il résultait plutôt d'un constat : le capitalisme est dominant et il est peu probable que nous en sortions, malgré toutes les turbulences, les incohérences et les violences intrinsèques à ce régime. Cette hypothèse rejoint celle qu'a formulé Craig Calhoun en 2016 dans un ouvrage collectif co-édité par Immanuel Wallerstein, l'un des économistes ayant inspiré le mouvement altermondialiste. Le titre de cet ouvrage posait une question simple : le capitalisme a-t-il un avenir ? Et la réponse de Craig

Calhoun était affirmative : le capitalisme ne s'éteindra pas, il ne s'effondrera pas mais sera transformé par l'essor d'autres types d'organisation économiques, pour l'heure encore marginales mais appelées à se développer parallèlement aux activités capitalistes.

- 13 C'est cette même idée que nous explorions en 2011 en partant d'un chemin différent : celui des leviers de concrétisation de la critique écologique du capitalisme. Dix ans après, la multiplication des crises globales dans plusieurs domaines (santé, environnement, finance...) et débouchant toutes sur une remise en cause accélérée du capitalisme mérite de revenir sur ces différents leviers.
- 14 Pour examiner les leviers d'une réduction de notre impact environnemental, il est utile de revenir à l'un des travaux de référence sur les causes de la dégradation environnementale : le modèle IPAT (Ehrlich et Holdren, 1974), repris et commenté par de nombreux auteurs (Alcott, 2008). Ce modèle identifie trois grandes composantes de pression sur l'environnement : P, l'effectif de la population (plus elle augmente, plus l'impact humain sur l'environnement est élevé) ; A, la consommation individuelle (*affluence* en anglais) et T, la technologie. Le mécanisme est résumé par l'équation $I = PAT$ (ou I fonction de P, A et T), indiquant que chacune des trois composantes exerce un rôle en termes d'impact environnemental (I).
- 15 Chercher la façon dont ces trois facteurs pourraient être réorientés pour limiter l'impact de l'espèce humaine sur l'environnement est une noble cause. Mais celle-ci peut se heurter à des difficultés éthiques, pratiques ou systémiques. Ainsi, la démographie (facteur P) soulève des questions éthiques majeures car vouloir réduire la natalité revient d'une certaine façon à décréter et imposer le niveau souhaitable de croissance démographique. Du côté du facteur technologique (T), de nombreuses avancées ont donné des grands espoirs, notamment dans le domaine de la transition énergétique, mais leur effets demeurent ambigus : à titre d'exemple, les technologies dites vertes sont-elles véritablement sources de réduction de l'impact sur l'environnement à l'échelle globale où sont-elles soumises à un effet rebond voire un double effet rebond ?¹ Face à la complexité des décisions en matière démographique et environnementale, il semble que les comportements de consommation (la variable A, si on l'enrichit par l'étude des évolutions des modes de vie plutôt que de la réduire au niveau de vie) suscitent des espérances de changement dans les sphères citoyennes et militantes autant que dans certains milieux politiques ou de décision institutionnelle.

2.2. Les consommateurs peuvent-ils devenir un groupe dominant en faveur d'une société soutenable ?

- 16 La mobilisation des consommateurs comme sources de changement est en effet une idée régulièrement portée par les mouvements citoyens et les chercheurs depuis les trente glorieuses. Les consommateurs sont volontiers qualifiés de citoyens avec la prise de conscience de l'urgence écologique et des impératifs d'équité sociale. Mais pour différentes raisons tenant à un compromis sociopolitique dominant, les étoiles ont semblé jusqu'à maintenant peu alignées vers une prise de conscience de masse au sein des consommateurs. Parmi ces raisons figurent notamment les difficultés pratiques d'un changement de comportement : l'effort d'un changement d'habitudes quotidien se heurte à l'inertie des paramètres du système : accélération de la péri-urbanisation favorisant les transports en voiture, insuffisance concomitante des transports en

commun, poursuite des programmes de concentration des lieux d'achat (hypermarchés) en lieu et place d'une relocalisation, réduction des prix des trajets internationaux, omniprésence de la publicité... les forces économiques profitant de la consommation de masse et de l'accélération des déplacements (et du temps, dirait le sociologue allemand Hartmut Rosa, 2013) sont puissantes et les acteurs publics ont opposé une faible résistance à ce mouvement de fond consumériste. La période post-confinement en France en juin 2020 illustre ce phénomène : pour l'observateur de la vie économique locale, le « business as usual » des grandes enseignes commerciales est revenu en force et les stratégies de compensation des pertes en chiffre d'affaires (« management agile » permettant de mobiliser la main-d'œuvre sans surcoûts liés à l'embauche, campagnes de publicité ciblées vers les produits de bricolage et loisir...) sont visibles dans les zones commerciales. En outre, de façon plus structurelle, le double effet rebond de la consommation (cf. note 1) lié à la mondialisation des échanges et la standardisation des produits consommés fait son œuvre : les populations des pays émergents prennent le relais de la consommation des pays riches lorsque le prix des produits devient abordable, entretenant alors (voire accélérant comme c'est le cas de l'élevage porcin ou bovin destiné à la consommation humaine) la spirale de la déforestation et de la production de masse destructrices d'environnement. Du côté des consommateurs, il existe donc un encastrement, voulu ou non, conscient ou inconscient, dans des valeurs dominantes accentuées par le capitalisme libéral : concurrence, compétition, profit et recherche d'une consommation de compensation de l'angoisse ou d'ostentation. Les individus ne peuvent s'y soustraire qu'à un prix (financier, temporel, psychologique...) élevé. Dans ce paysage, la responsabilité sociale des entreprises (RSE), érigée en slogan par certains groupes, fait reposer le changement sur la bonne volonté des firmes supposées poursuivre à la fois leur intérêt économique et celui de la société. Mais la RSE n'est pas le développement durable (Quairel, Capron, 2013) et demeure largement axée sur une vision instrumentale (la RSE source de nouvelles opportunités de marché) qui finalement est parfaitement compatible avec le « business as usual ».

- 17 En somme les États, en étant devenus des agents économiques adeptes du *new public management* (l'application des normes de gestion et de performance à tous les segments de l'économie, y compris publique et non marchande) ont joué un rôle central dans la position dominée des consommateurs. À cet égard le compromis socio-politique n'est pas convergent avec l'intérêt général puisqu'il bride largement l'expansion de la sphère de la consommation citoyenne et éclairée.

2.3. La force des faibles

- 18 Il reste cependant une force considérable aux consommateurs : ils sont partout et dans toutes les strates des sociétés puisqu'ils sont l'humanité : ouvriers, enseignants, infirmiers, fonctionnaires, petits commerçants et entrepreneurs, étudiants, cadres commerciaux, personnes sans emploi, retraités... on pourrait imaginer que chacune et chacun, en tant que personne, dans les marges de manœuvre dont elle/il dispose, définisse individuellement ce à quoi elle/il tient vraiment et ce à quoi elle/il est prêt à/ souhaite renoncer. La grille de positionnement de Bruno Latour (2020) est un bel exemple d'une telle proposition. Le philosophe propose en effet une aide à l'auto-description à partir d'une liste d'activités qui nous manquent cruellement ou auxquelles nous sommes au contraire heureux d'échapper en période de crise aigüe

telle que celle vécue lors de la pandémie du Covid 19 – 2020. Évidemment, pour que cette perspective ne devienne pas une affaire de privilégiés, elle devrait intégrer une réflexion sur les biens communs que chacun considérerait comme essentiels et sur les activités qui, au contraire, créent de telles nuisances que les services qu’elles rendent sont totalement compensés par les effets pervers engendrés.

- 19 Les mobilisations individuelles et micro-locales ne sont d’ailleurs par propres aux pays riches. Ainsi en Afrique, la crise du Covid-19 a entraîné de nombreuses mobilisations populaires (expertises bénévoles, cartographes et géographes se mettant à la disposition du Ministère de la santé, tailleurs organisés pour la fabrication de masques, tournées de voitures privées diffusant des messages de prévention, nettoyage des quartiers par les habitants... Ridde et Ba, 2020). Ces mobilisations n’ont pas attendu les initiatives publiques et ont permis d’appuyer les services de santé et leurs personnels, souvent décriés mais subissant de plein fouet toutes les crises sanitaires et étant les plus exposés aux virus. Si ces initiatives n’ont pas à proprement parler de motivation écologique car elles sont plutôt destinées à répondre à des besoins sociaux immédiats dans un contexte de vulnérabilité humaine, elles me semblent s’inscrire dans la grille de positionnement de Latour car elles sont l’expression de ce qui paraît essentiel aux yeux des populations.
- 20 On touche là une question cruciale qui taraude les économistes hétérodoxes : quelle production arrêter et que produire désormais ? Cette question est également au cœur de l’économie du développement quand elle s’interroge sur ses propres fondements : pourquoi développer, que développer et pour qui développer ?

BIBLIOGRAPHIE

Alcott B., 2008, « The sufficiency strategy : would rich-world frugality lower environmental impact ? », *Ecological Economics*, n° 64, p. 770-786.

Amable Bruno, Palombarini S., 2009, « A Neorealist Approach to Institutional Change and the Diversity of Capitalism », *Socio-Economic Review*, vol. 7, n° 1, p. 123-143.

Boidin B., Rousseau S., 2011, « Quelle transition vers un capitalisme soutenable ? Limites des actions volontaires et rôle des acteurs publics », *Revue Française de Socioéconomie*, n° 8, p. 187-204, <https://doi.org/10.3917/rfse.008.0187>.

Boisvert V., Carnoye L., Petitimbert R., 2019, « La durabilité forte : enjeux épistémologiques et politiques, de l’économie écologique aux autres sciences sociales », *Développement durable et territoires*, vol. 10, n° 1 <http://journals.openedition.org/developpementdurable/13837> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.13837>.

Calhoun C., 2016, *Ce qui menace le capitalisme aujourd’hui*, in I. Wallerstein, R. Collins, M. Mann, G. Delurquian, C. Calhoun, *Le capitalisme a-t-il un avenir ?*, Paris, La découverte.

Callon M., Lascoumes P., 2020, « Covid-19 et néfaste oubli du principe de précaution », *AOC*, <https://aoc.media/analyse/2020/03/26/covid-19-et-nefaste-oubl-du-principe-de-precaution/>.

Commission Mondiale pour l'Environnement et le Développement, 1987 (1988), « *Notre avenir à tous* » (Rapport Brundtland), Éditions du Fleuve et Publications du Québec, 432. p.

Ehrlich P., Holdren J., 1974, « Impact of Population Growth », *Science*, n° 171, p. 1212-1217.

Figuière C., Boidin B., Diemer A., 2018, *Économie politique du développement durable*. Louvain-la-Neuve, De Boeck.

Hartog F., 2020, « Trouble dans le présentisme : le temps du Covid-19 », AOC, <https://aoc.media/analyse/2020/03/31/trouble-dans-le-presentisme-le-temps-du-covid-19/>.

Kalaora B., 2020, « Coronavirus : un mal pour un bien ? », AOC, <https://aoc.media/opinion/2020/03/23/coronavirus-un-mal-pour-un-bien/>.

Latour B., 2020, « Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise », AOC, <https://aoc.media/opinion/2020/03/29/imaginer-les-gestes-barrieres-contre-le-retour-a-la-production-davant-crise/>.

Lejeune C. Guimont C., 2019, « Usages et mésusages de la durabilité forte » *Développement durable et territoires*, vol. 10, n° 1, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/13771> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.13771>.

Quairel F., Capron M. 2013, « Le couplage “responsabilité sociale des entreprises” et “développement durable” : mise en perspective, enjeux et limites », *Revue Française de Socio-Économie*, n° 11, p. 125-144, <https://doi.org/10.3917/rfse.011.0125>.

Ridde V., Ba Mame P., 2020, « La pandémie du Covid-19 vue d'Afrique », AOC, <https://aoc.media/analyse/2020/04/26/la-pandemie-du-covid-19-vue-dafrique/>.

Rist G., 1996, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la FNSP.

Rocca M., 2020, « L'impact économique global du covid-19 : l'économiste est nu... ou presque », *Blog Mediapart*, <https://blogs.mediapart.fr/michel-rocca/blog/300320/l-impact-economique-global-du-covid-19-l-economiste-est-nu-ou-presque-3>.

Rosa H., 2013, *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte.

Rosa H., 2020, « Le miracle et le monstre. Un regard sociologique sur le coronavirus », AOC, <https://aoc.media/analyse/2020/04/07/le-miracle-et-le-monstre-un-regard-sociologique-sur-le-coronavirus/>.

NOTES

1. « L'effet rebond » technologique (*rebound effect*) est initialement mis en exergue par l'économiste William Stanley Jevons en 1865 à partir du cas du charbon en Angleterre. On parle de paradoxe de Jevons. Selon cet effet, l'accroissement de l'efficacité technologique, bien qu'ayant *a priori* un impact positif de préservation de l'environnement (en réduisant sa consommation par unité produite), aurait *in fine* un effet net négatif, dû à la baisse du coût unitaire de production qui se reporterait sur une baisse du prix et un accroissement de la demande. Plusieurs travaux ont été consacrés à l'effet rebond dans le contexte contemporain de fortes dégradations environnementales. L'analyse de Alcott (2008) est intéressante car elle montre que, face à l'effet rebond technologique, la stratégie de « frugalité » (*sufficiency strategy*) n'est pas une solution car il existerait également un deuxième effet rebond dans ce domaine : le comportement de décroissance de consommation d'une partie nantie de la

population se traduirait par une diminution de la demande, suivie d'une baisse des prix engendrant à son tour une hausse de la consommation des populations moins aisées.

AUTEUR

BRUNO BOIDIN

Clersé, université de Lille

<http://pro.univ-lille.fr/bruno-boidin>

bruno.boidin@univ-lille.fr